



UN VÉRITABLE PLAN DE DESTRUCTION DE L'EMPLOI

Mercredi 6 janvier la direction de Michelin annonçait un projet qualifié par le groupe de compétitivité et simplification. Derrière ce vocabulaire entrepreneurial, les salariés ont surtout compris un chiffre : 2 300 suppressions d'emplois. Dans toutes les unités de productions, les représentants du personnel ont demandé des explications sur l'impact social de cette décision sur leur site. Rien, la réponse est renvoyée à une date inconnue. La réduction des effectifs pourrait aller jusqu'à 1 100 postes dans le tertiaire et 1 200 postes dans l'industrie en trois ans et cela après les 1 500 suppressions d'emplois de 2017.

Les 18 000 salarié·es réparti·es sur 15 sites en France n'en savent pas plus. Le discours des responsables de sites vise à

minimiser, à expliquer que les suppressions se feront ailleurs mais dans le même temps, au niveau central, la direction refuse de s'engager fermement sur les non fermetures d'usine.

Dans l'angoisse du lendemain, l'érosion continue. Les sites clermontois viennent tout juste de terminer une réorganisation qui a engendré une baisse des effectifs de 970 salariés. Cette réorganisation a supprimé de nombreux postes dont des dizaines, voire des centaines de salariés qui occupent aujourd'hui des missions ponctuelles. Cette perte du sens de leur travail a généré une montée en puissance des Risques Psychosociaux. Les élus SUD, ainsi que l'ensemble des organisations syndicales ont alerté l'entreprise face à ce constat pour le moins inacceptable.





CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE DES SITES INDUSTRIELS FRANÇAIS ?

Après avoir remercié en 2020 l'ensemble des salariés pour leur investissement sans faille tout au long de cette crise des plus anxiogène, après s'être félicité de la performance financière du Groupe, Michelin n'a pas trouvé d'autre manière de présenter ses vœux à ses salarié.es pour 2021 que d'annoncer l'accélération de son désengagement en France.

Michelin justifie cette décision soudaine par un soi-disant déficit de compétitivité en France, sans en apporter la moindre explication d'autant que la fabrication de pneus automobiles est très majoritairement renvoyée aux implantations étrangères où le coût salarial est des plus réduit. Les pneus automobiles fabriqués en France n'équipent que des voitures de grand luxe. La réalité de ce plan est en fait l'accélération d'une stratégie de désindustrialisation avec l'effet d'aubaine de la crise sanitaire pour rationaliser les effectifs.

Le communiqué de presse du Groupe est volontairement flou. La co-construction proposée par la direction repose uniquement, pour l'instant, sur une ambition de réduction des effectifs, sans le moindre chiffre du niveau d'investissements. Pour Michelin, la meilleure

façon d'avancer est de commencer par réduire le nombre de salariés. Pire encore, Michelin se targue de son ancrage industriel en France alors que nous assistons à un plan de destruction de l'emploi d'une violence inouïe en pleine crise sanitaire. Rappelons ici qu'il y avait 32 000 salariés à Clermont-Fd en 1980 pour moins de 10 000 aujourd'hui.

La direction laisse les salariés sans réponse dans une situation qui pèse sur toutes et tous et devient de plus en plus anxiogène. Chacun a bien compris que l'enjeu constant est celui de produire à moindre coût. Cette logique là, les salarié.es en connaissent les conséquences : restructuration, fermeture de sites, augmentation des cadences et charge de travail dans tous les services... Pourtant la crise sanitaire n'a pas affecté les résultats nets à hauteur de 1,7 milliard. Comme chaque année les actionnaires ont été largement rémunérés.

Aujourd'hui en réponse à une revendication d'augmentation, la direction propose 0.5 % d'augmentation pour les plus bas salaires. C'est inacceptable et soyons certains que si les actionnaires étaient traités de la sorte, il y a bien longtemps qu'ils auraient quitté le navire.

L'ENJEU EST DONC BIEN ENCORE UNE FOIS LA RÉPARTITION DE LA RICHESSE PRODUITE PAR LE TRAVAIL. D'AUTRE CHOIX SONT POURTANT POSSIBLES POUR MAINTENIR ET DÉVELOPPER L'EMPLOI :

- **Aucune fermeture de site**
- **Permettre à tous les salarié·es de pouvoir conserver leur emploi dans leur établissement**
- **Une politique de formation ou de reconversion renforcée**
- **Un accompagnement de carrière pour toutes et tous, tout au long de la vie professionnelle**
- **Un plan d'investissement massif pour maintenir et développer l'empreinte industrielle en France**



LES AIDES PUBLIQUES SOUS LE CONTRÔLE DES SALARIÉ·ES

La crise économique actuelle s'inscrit dans la durée et frappe des millions de salarié·es dans le monde. La France n'est pas épargnée. Cette marée montante touche le monde du travail et particulièrement le secteur privé.

De nombreuses directions d'entreprises de toute taille ont allègrement détourné les aides pour le chômage partiel ces derniers mois. Mais au-delà de l'aspect frauduleux, **c'est le versement des aides sans aucune garantie de maintien de l'emploi qui est un scandale.** Depuis des années, les aides publiques accordées aux sociétés sont multiples et représentent plus de 200 milliards d'euros par an sous forme d'exonérations de cotisations sociales, de crédits d'impôts, d'aides à l'embauche, de Prêts Garantis par l'État, de subventions régionales ou européennes, etc. A lui seul Michelin a perçu 287 millions d'euros d'argent public au cours des cinq dernières années.

L'Union Fédérale SUD Industrie dont SUD Michelin est membre, SUD Commerces et

Services, SUD Aérien, SUD Chimie ont décidé de constituer un observatoire des aides publiques aux entreprises afin de permettre l'émergence d'une mobilisation forte pour arrêter les politiques patronales. Avec l'Union syndicale SOLIDAIRES ces organisations réaffirment leur soutien à toutes les équipes syndicales en lutte pour l'emploi, contre les licenciements et la détérioration des conditions de travail.

Travailleurs du secteur privé comme du public, l'utilisation de cet argent commun nous concerne tous, notamment quant au choix de production et de services. **Exigeons, dans l'unité la plus large, le contrôle de l'argent public accordé aux entreprises grâce à des droits renforcés pour les CSE et, plus globalement, pour les salarié·es.**

L'argent public accordé aux employeurs doit être placé sous contrôle des salarié·es et de leurs représentant·es ! Le versement des dividendes doit être gelé et la peur du lendemain changer de camp.

RASSEMBLONS

NOS COLÈRES ET NOS RÉSISTANCES

CONSTRUISONS ENSEMBLE

UN MONDE JUSTE ET SOLIDAIRE



UNION SYNDICALE SOLIDAIRES AUVERGNE

Solidaires, un syndicalisme de luttes :

- pour contrer les politiques libérales
- pour la défense individuelle et collective des salariés, chômeurs, précaires, retraités et sans droits
- contre toutes les discriminations liées au sexe, à l'orientation sexuelle à la nationalité
- pour la construction d'alternatives et la transformation sociale de la société

EN AUVERGNE, SOLIDAIRES C'EST :

SUD PTT, SUD Santé/Sociaux, SUD Education, SUD Recherche EPST, SUD Travail Affaires Sociales, SUD Michelin, SUD eaux de Volvic, SUD Rail, Solidaires finances Publiques, Solidaires étudiant-es, SUD Justice, SUD Jeunesse et sports, SUD Collectivités Territoriales, SUD Crédit Agricole Mutuel, SUD Rural Equipement, Syndicat National des Journalistes, SUD Culture, SUD Autoroute, SUD T2C, SUD Informatique

Pour nous joindre :

contact@solidaires-auvergne.org

[Facebook](#) et [Twitter](#), [notre site](#), tel : 06 32 97 01 06